

"Malgré le non néerlandais, la plupart des dirigeants européens veulent poursuivre le processus de ratification" dans Le Monde (2 juin 2005)

Légende: Le 2 juin 2005, dans un contexte d'incertitude provoqué par le non français et néerlandais au traité constitutionnel, le quotidien français Le Monde recueille les avis des dirigeants européens sur la suite à donner au processus de ratification.

Source: Le Monde. 02.06.2005. Paris.

Copyright: (c) Le Monde

URL:

[http://www.cvce.eu/obj/"malgre_le_non_neerlandais_la_plupart_des_dirigeants_europeens_veulent_poursuivre_le_proc_essus_de_ratification"_dans_le_monde_2_juin_2005-fr-0d30ba0a-6f5d-4334-a413-1ea1377af1bc.html](http://www.cvce.eu/obj/)

Date de dernière mise à jour: 18/09/2012

Malgré le non néerlandais, la plupart des dirigeants européens veulent poursuivre le processus de ratification

Trois jours après le non français, les dirigeants européens ont enregistré une nouvelle désillusion, mercredi 1^{er} juin, avec le non massif des Néerlandais au référendum sur la Constitution européenne. Mais la plupart d'entre eux ont marqué la volonté de continuer le processus de ratification de la Constitution.

"*Il faut constater que l'Europe ne fait plus rêver. On n'aime pas l'Europe telle qu'elle est*", a déploré le président en exercice de l'UE, le premier ministre luxembourgeois, Jean-Claude Juncker, lors d'une conférence de presse commune avec le président de la Commission européenne, José Manuel Durao Barroso, et celui du Parlement européen, Josep Borrell.

"*Je reste néanmoins d'avis que le processus doit pouvoir continuer dans les autres pays. Nous voudrions que les autres pays aient la possibilité de se livrer avec la même intensité au même débat*" que les Néerlandais et les Français, a ajouté M. Juncker, ne cachant pas son inquiétude sur le résultat du prochain référendum chez lui, au Luxembourg, le 10 juillet.

"*Le processus de ratification doit continuer*", a également déclaré le chancelier allemand, Gerhard Schröder, à Berlin. Le chancelier, qui a pris acte "*avec respect mais aussi avec grand regret*" de l'issue du référendum aux Pays-Bas, se dit "*toujours convaincu que nous avons besoin de la Constitution si nous voulons une Europe démocratique, sociale et forte*".

Le gouvernement suédois a aussi indiqué vouloir poursuivre son processus de ratification parlementaire malgré la victoire du non dans deux pays fondateurs de l'Union.

Même volonté en République tchèque où le premier ministre, Jiri Paroubek, a affirmé mercredi soir : "*Nous nous attendions au résultat néerlandais, il ne change rien à nos positions. Nous allons continuer nos efforts pour faire ratifier la Constitution de l'UE*", a-t-il déclaré à l'agence tchèque CTK. Il a ajouté qu'il espérait pouvoir organiser un référendum en République tchèque. "*Les citoyens de France et de Pays-Bas ne peuvent pas décider pour nous*", a-t-il dit.

De son côté, le président français, Jacques Chirac, dont les compatriotes avaient été les premiers à rejeter le traité dimanche, a affirmé que ce résultat "*traduit de fortes attentes, interrogations et préoccupations sur le développement du projet européen*". "*Alors que onze pays se sont déjà prononcés, il appartient à tous les autres Etats membres de l'Union de s'exprimer à leur tour*", a-t-il ajouté.

Analyse collective de la situation en juin

A ce stade, la plupart des capitales semblent avant tout soucieuses d'éviter que le Royaume-Uni ou un autre pays n'ayant pas encore ratifié la Constitution annoncent qu'ils y renoncent.

"*Il faut s'abstenir de toute initiative unilatérale avant le sommet de Bruxelles [des 16 et 17 juin]. Le traité constitutionnel a été signé collectivement, on doit regarder la situation collectivement*", a insisté José Manuel Durao Barroso.

Premier visé, le ministre britannique des affaires étrangères, Jack Straw : il a affirmé que "*le verdict de ces deux référendums pose de sérieuses questions sur la direction que doit prendre l'Union européenne*", sans s'avancer plus sur les intentions de Londres. Le chef de la diplomatie britannique s'est en effet bien gardé de demander la poursuite du processus de ratification du traité constitutionnel. Et il n'a rien dit sur le maintien ou non du référendum sur ce sujet prévu en Grande-Bretagne au printemps 2006.

M. Juncker a annoncé que les dirigeants européens procéderaient à "*une analyse collective*" de la situation lors du sommet européen de Bruxelles et qu'il comptait faire des "*propositions*" à ses collègues pour montrer "*que l'Europe fonctionne*".

"Nous allons avoir une discussion approfondie au sommet et écouter les points de vue des uns et des autres. Mais ma position est que tous les pays doivent s'exprimer sur ce sujet", a également estimé le premier ministre danois, Anders Fogh Rasmussen. "Ce ne sont ni les Français ni les Néerlandais qui doivent décider ce que pense le peuple danois. C'est à lui seul de le décider", a ajouté M. Rasmussen alors que le Danemark doit voter par référendum le 27 septembre.

Le gouvernement espagnol s'est dit, quant à lui, prêt à jouer "un rôle actif dans la recherche de solutions à la situation créée" par le double rejet franco-néerlandais du traité.

De son côté, le vice-chancelier autrichien, Hubert Gorbach, dirigeant du parti BZÖ, du leader populiste Jörg Haider, hostile à la construction européenne, s'est prononcé pour un "référendum général européen".

Mais pour le vice-président du conseil italien, Giulio Tremonti, la Constitution européenne, "telle qu'elle a été présentée et gérée est finie". "Après un vote populaire comme ce qui s'est passé en France et aux Pays-Bas, je pense que le processus sur ce texte est terminé. Je ne vois pas d'alternative, techniquement ou politiquement. On peut continuer à voter [pour ratifier le texte], mais à la base, il manque le vote d'un grand pays fondateur comme la France", a-t-il estimé mercredi soir.

Avec AFP